

**DEUXIEMES RENCONTRES EUROMÉDITERRANÉENNES DE COBATY MARSEILLE
MÉTROPOLES MÉDITERRANÉENNES :
CONSÉQUENCES DES CONCENTRATIONS HUMAINES ET URBAINES : L'EAU**

Vendredi 23 Janvier 2009

Après avoir planté le décor, Olivier MARTOCQ, journaliste, correspondant à Marseille de France-Inter et France-Info, animateur des Rencontres, invite Alain BELLOTTI, Président de COBATY Marseille à ouvrir officiellement les Deuxièmes Rencontres Euroméditerranéennes de COBATY.

Dans son allocution de bienvenue, Alain BELLOTTI, remercie les participants qui ont pris sur leur temps pour répondre à l'invitation de COBATY.



Il rappelle l'objectif des Rencontres et met l'accent sur la volonté de COBATY de développer les relations Euroméditerranéennes, concrétisées par le jumelage des COBATY Tunisie et Marseille Provence.

Pour conclure il en appelle à NEPTUNE pour nous aider à relier les deux rives de notre Mare Nostrum.

Bernard THÉOBALD, Président de COBATY International, positionne COBATY, acteur international entre Europe et Régions. Aujourd'hui, COBATY ne peut être absent de l'évolution de l'Europe, il doit être acteur de son élargissement. Il compte sur ces Rencontres pour qu'elles soient le point de départ d'un COBATY international organisé et coordonné.

Enfin, il cite RENAN, qui en 1871 disait : « Les nations ne sont pas éternelles, elles ont commencé, elles finiront, la confédération européenne, probablement, les remplacera ». Il nous invite, en tant que Cobatystes, à participer à cette construction en échangeant entre Euroméditerranéens.

Au nom de Michel VAUZELLE, Président du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Laroussi OUESLATI Vice-président de la Commission Économique et Relations Internationales – Président de l'Université du Var, s'adresse à la communauté de destins Euroméditerranéenne. Il souligne la résonance particulière des questions à l'ordre du jour des Rencontres qui viennent à l'heure de la prise de conscience planétaire de l'accès à l'eau dans le contexte démographique en évolution et les perturbations climatiques.

L'accès à l'eau est un droit humain non négociable. Il nécessite un engagement politique et financier des états pour développer les innovations technologiques, économiques, sociales et culturelles. Les solutions à l'accès à l'eau et à l'assainissement sont globales, mais ne peuvent être mises en œuvre que localement.

En conclusion, il formule le vœu que nos Rencontres soient fructueuses.

Jean-Yves PONS, Cobatyste marseillais, qui s'est énormément impliqué dans ces Rencontres, explique le choix du thème.



L'évolution des villes méditerranéennes vers la métropolisation, voire la mégapolisation, entraîne des concentrations humaines et urbaines qui ont des conséquences, notamment les qualités de l'air et de l'eau. Traiter deux sujets de cette importance en deux jours n'étant pas raisonnable, COBATY a décidé de se limiter à l'Eau. Sans eau pas de vie, sans eau pas de ville.

Répondant aux questions d'Olivier MARTOCQ, il rappelle la philosophie des Rencontres qui est l'échange entre les deux rives. L'U.P.M. c'est bien, mais COBATY se situe plus dans le Processus de Barcelone qui vise à faire de la Méditerranée une zone de libre-échange, économique, mais aussi culturel. COBATY est plus U.D.M. - Union Des Méditerranéens.

ATELIER N°1

Après la pause-café, Olivier MARTOCQ appelle Blandine PELLISTRANDI Chef de la Représentation Régionale de la Commission Européenne à Marseille. Elle présente la position de la C.E. et sa volonté de relancer le Processus de Barcelone. Elle resitue le problème de l'eau dans le processus politique et rappelle l'ensemble des plans mis en œuvre depuis 1995.



Pour la C.E. la stratégie pour la Méditerranée et la gestion de l'eau est renforcée par l'U.P.M. qui a pour objectif de mettre en cohérence une multitude de projets. La prise en compte de l'accès à l'eau se fait au travers de quatre axes : l'agriculture, le développement urbain, l'eau en tant que telle et l'environnement.

L'U.P.M. regroupe 43 pays partenaires, ce n'est pas l'imposition de décisions européennes, mais une gouvernance conjointe. Il ne s'agit pas d'un processus réglementaire, mais d'un processus de définition, de financement et de mise en œuvre de projets exclusivement sur la rive Sud de la Méditerranée.

Au travers de cartes très explicites, Hachmi KENNOU, Gouverneur au Conseil Mondial de l'Eau – Directeur Exécutif de l'Institut Méditerranéen de l'Eau, explique que nous sommes sortis du siècle de l'énergie pour celui de l'eau. L'eau est source de vie, mais aussi de développement. Nous sommes passés de la gestion de l'offre d'eau en gestion de la demande. Le Plan Bleu est un centre de référence.

Il dresse un tableau très documenté des capacités et des besoins en eau dans le bassin méditerranéen et le poids de la métropolisation des villes du littoral méditerranéen. Il souligne également l'importance du tourisme dans les pays du Sud et de l'Est du bassin.

TABLE RONDE

Dominique ROUX Chef de la Mission Coordination de l'Eau et Développement E.D.F. ouvre la table ronde en mettant en avant la relation Energie/Eau.

Alain MEYSSONNIER Directeur Marseille-Provence à la Société des Eaux de Marseille présente l'historique des investissements passés qui ont permis de gérer l'offre. Aujourd'hui, il s'agit de gérer la demande.

Dominique ROUX indique qu'E.D.F. est concessionnaire pour le compte de l'état des réserves disponibles, mais dès le départ, les règles de partage de l'eau ont été établies et aujourd'hui, elles satisfont huit années sur dix. Pour les deux autres années, la répartition de l'eau incombe à l'autorité préfectorale.

Alain MEYSSONNIER précise que l'eau est un bien public dont les droits d'utilisation sont gérés par l'Etat et qu'une politique de sécurisation de l'alimentation a été mise en place sur la durée. Le changement climatique peut avoir des conséquences et il faut s'y préparer.

Le développement urbain est géré par le politique au travers des P.L.U. qui, à Marseille-Provence-Métropole, intègrent le schéma directeur et d'alimentation en eau.

Mohamed Ali KHOUAJA, P.D.G. de la SONEDE (Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux de Tunisie), explique que la Tunisie est au seuil du stress hydrique avec 470 m³/an/habitant, avec un problème de qualité de l'eau, 50% de la ressource a une salinité >1,5 g de sel et une demande concentrée pour 80% sur le littoral Est. Dans les années 60 il a été consenti un effort sur la mobilisation de l'eau qui a permis de survivre à 4 années de sécheresse consécutives dans les années 90. Aujourd'hui, le dessalement complète le dispositif malgré le déficit énergétique qu'il représente.

Pour la Tunisie, le développement du tourisme reste un choix. L'eau ne doit pas être un frein au développement économique.

Hachmi KENNOU rappelle qu'il se pratique aussi la réutilisation des eaux usées et précise que les innovations ont leur place et que, pour l'eau, le Processus de Barcelone ne s'est jamais arrêté.

Alain MEYSSONNIER souligne que le problème de l'eau est mondial, mais chaque cas est différent et chaque pays a sa propre stratégie. Israël réutilise 75% de ses eaux usées et cette technologie est à l'étude en France entre entreprises des deux rives.

Concernant les économies potentielles, l'amélioration du rendement des réseaux est essentielle.

Pour Mohamed Ali KHOUAJA, c'est l'importance des besoins qui fait avancer la réflexion et l'expérience des uns doit profiter à tous.

A la question le dessalement est-il la solution à long terme ? Il rappelle la double composante « l'eau pour l'énergie, l'énergie pour l'eau. ».

Pour Alain MEYSSONNIER, certainement pas, le dessalement doit rester un appoint, ses besoins en énergie remettent en cause le développement durable et se pose le rejet du sel. Il faut utiliser toutes les autres techniques, préserver l'existant et optimiser la gouvernance.

Dominique ROUX pense que les deux raretés, énergie et eau vont se conjuguer et que les coûts vont monter. Il faut que les politiques s'emparent du problème de l'eau et intègrent l'impact à venir du changement climatique. Les économies en eau d'aujourd'hui sont le capital de demain.

Hachmi KENNOU conclut en appelant à l'échange du savoir-faire et de l'expérience entre les pays du pourtour méditerranéen. L'eau est source de paix, mais aussi de conflits. Il appelle à la réflexion.

Le débat avec la salle s'est avéré riche et a permis aux différents intervenants d'aborder les politiques préventives, les dysfonctionnements liés au manque de budgets de maintenance et au manque de formation dans certains pays, le coût et le prix de l'eau, les politiques tarifaires sur le pourtour méditerranéen et également la notion d'eau virtuelle.

Samedi 24 janvier 2009

ATELIER N°2

En préambule à cet atelier, Charaf Eddine FQIH BERRADA Président de COBATY Maroc, énonce des vérités simples, puis il met l'accent sur la surexploitation et le gaspillage de l'eau.



Sous un déluge de chiffres, il définit le contrat moral de COBATY et nous invite à canaliser nos valeurs humanistes dans la pratique de nos métiers. Il attend de ces Rencontres qu'elles additionnent les énergies et nous appelle à nous impliquer dans une technologie du bon sens pour transformer l'utilisateur en acteur conscient.

Comme la veille avec « l'eau propre », Hachmi KENNOU présente le contexte méditerranéen de « l'eau sale », également source de vie et de paix.



Le développement des villes a entraîné une urgence dans la demande en eau, mais a retardé la prise de conscience du traitement des rejets. Si le déséquilibre entre la rive Nord et les rives Sud et Est existe, il ne faut pas oublier qu'il y a peu, les villes du Nord rejettent leurs eaux usées directement à la Mer.

Compte tenu du coût des infrastructures en milieu urbain, le partenariat Public/Privé est certainement une solution, mais il faut créer les conditions de ce partenariat pour garantir les investissements.

TABLE RONDE

Alain MEYSSONNIER confirme les propos de Hachmi KENNOU en précisant que si Marseille est équipée d'une station d'épuration depuis 1987, elle n'est conforme à la législation que depuis la mise en service de la deuxième station début 2008.

L'écoulement des eaux de pluie vers la mer est un sujet complexe avec l'existence de réseaux unitaires.

Pour ce qui est de la réutilisation des eaux traitées, il explique qu'en règle générale, les villes côtières rejettent leurs eaux à la mer, faute d'avoir une raison de les réutiliser. La réutilisation des eaux traitées est une question de besoins.

Le Docteur Wajdi NAJEM, Doyen de la faculté d'ingénieurs de l'université Saint Joseph et Directeur du Centre de l'Eau de Beyrouth présente le cas du Liban et de toute la côte Est du bassin méditerranéen. De la Turquie au Sud Liban, il n'existe aucune station de traitement, mais 52 points de rejets directs en mer. La prise de conscience est relativement ancienne : 1982. Mais la guerre a retardé la mise en œuvre des projets qui voient le jour aujourd'hui. 12 stations d'épuration sont prévues, dont 6 seront mises en service cette année.

En contrepartie, la réutilisation des eaux traitées n'est envisagée que pour la recharge de nappes phréatiques côtières, en empêchant l'eau salée de pénétrer dans ces nappes.

Pour Hachmi KENNOU, la réutilisation des eaux usées dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée est aujourd'hui d'actualité.

Abdelkrim BEN TICHA, Directeur Régional de l'ONAS (Office National de l'assainissement de Tunisie) précise qu'en Tunisie il existe une volonté de récupérer les eaux traitées dans leur intégralité. Le projet est bouclé et la volonté politique est là.

Hachmi KENNOU rappelle qu'il existe un code de l'eau et que la réutilisation des eaux traitées se fait hiérarchiquement, vers les régions déficitaires. « Pas de salades à la sortie des stations ». Dans le cadre de l'U.P.M., un grand nombre de projets porte sur la réutilisation des eaux traitées.

Depuis le Forum de Mexico, les politiques participent au Conseil Mondial de l'Eau.

Pour savoir si la pollution s'est améliorée depuis la mise en service de stations d'épuration, il indique qu'on est en bonne voie et que les satellites permettent de connaître l'état de la Méditerranée en direct.

Tout aussi riche que la veille, le débat avec la salle a permis aux intervenants d'aborder les obligations des pays impliqués, notamment ceux de l'Europe, de rappeler que l'eau est une ressource renouvelable, à l'exception des nappes fossiles. Il leur a permis de mettre en avant le rôle du tourisme dans le développement de l'assainissement et celui des conflits dans l'aggravation de la pollution. Il a également permis de souligner le rôle des urbanistes et des politiques dans le domaine de l'eau.

Gilles PENNEQUIN, Conseiller pour le Développement Territorial à la Mission de l'Union Pour la Méditerranée – Présidence de la République Française, présente la problématique de l'eau au sein de l'U.P.M.



S'appuyant sur des cartes et des graphiques, Gilles PENNEQUIN fait un exposé riche et clair de la situation de l'Eau en Méditerranée et des ambitions de l'U.P.M.

L'U.P.M. s'inscrit dans une logique de projets concrets qui préoccupent les méditerranéens pour qui l'eau est un enjeu vital. Le but est de créer des interdépendances entre les rives du pourtour méditerranéen. Dans un monde qui se dessine comme multipolaire, la coopération entre les rives Nord, Sud et Est doit être efficiente.

Le poids démographique, le développement urbain et son développement sur le littoral, expliquent l'accroissement des problèmes d'accès à l'eau et du traitement des rejets.

Le défi climatique influe fortement sur les projections d'aménagement des territoires qui doivent prendre en compte la gestion de la demande en eau.

L'énergie et l'eau sont les deux sujets majeurs des décennies à venir.

L'évolution de la demande en quantité et en qualité de l'eau nécessite la mise en œuvre des nouvelles technologies dont il a été fait état dans les deux tables rondes, mais aussi invite à aller chercher l'eau où elle se trouve, notamment les eaux douces sous-marines.

L'objectif de l'U.P.M. est de travailler sur des scénarios d'aménagement à 50 ans à partir de l'empreinte des ressources par zone géographique.

Les syndicats Euroméditerranéens sont très impliqués dans la démarche, mais veulent travailler en partenariat avec les entreprises.

Les projets qui seront validés vont créer de l'emploi, mais il faut les financer. Aujourd'hui, la chasse aux bailleurs est ouverte. Ceux-ci, après avoir beaucoup perdu dans le virtuel semblent vouloir s'intéresser de nouveau au réel.

L'un des prochains chantiers de l'U.P.M. est la définition de la Ville Euroméditerranéenne durable. Dans ce cadre, Gilles PENNEQUIN souhaite associer COBATY aux groupes de travail pour qu'il y apporte le savoir faire de ses membres.

En conclusion, il espère que de la démarche de l'U.P.M. offre de la prospérité, de la fraternité et de la paix aux méditerranéens.

Olivier MARTOCQ appelle Toufic SALHAB, Coprésident de la Commission Euroméditerranée de COBATY France pour livrer les conclusions de ces deux journées.



En préambule, il rappelle des généralités simples avant de revenir sur le contenu des interventions de ces deux jours et les différents outils, y compris politiques, mis à disposition.

Dans l'espace méditerranéen, la coopération entre les riverains est indispensable pour corriger le déséquilibre des richesses.

Il souligne que COBATY se transforme pour s'adapter aux enjeux de la mondialisation. Il a pris de l'avance en Méditerranée où chaque association est un comptoir des valeurs humanistes de COBATY et une vitrine de l'expertise de ses membres.

Il conclut en remerciant COBATY Marseille d'avoir organisé ces Rencontres pour la deuxième fois et attend les prochaines.

Pour clore les Deuxièmes Rencontres Euroméditerranéennes de COBATY, Olivier MARTOCQ appelle Nicole BIGAS, Coprésidente de la Commission Euroméditerranée de COBATY France.

Après s'être félicitée de la qualité des débats, Nicole BIGAS présente le travail de la Commission Euroméditerranée de COBATY France. La volonté de COBATY dans sa globalité étant que ces Rencontres se perpétuent, elle donne rendez-vous pour les prochaines, fin 2010, qui seront organisées par COBATY Tunisie, pour la plus grande joie de son Président Béchir MEJDOUB.

